

Avant-propos

« La politique nous rassemble en nous opposant :
elle nous oppose sur la meilleure façon
de nous rassembler... »

André Comte-Sponville,
Présentations de la philosophie, 2002

Le dieu caché de mon travail de recherche se situe du côté de **la** politique (qui constitue l'activité sociale dans laquelle les membres d'une société établissent, modifient les normes de leur collectivité et décident ensemble de leur avenir) et **du** politique (qui se rapporte au pouvoir explicite institué dans une société et se rapporte au fonctionnement et à l'organisation de cette société. Il existe dans une société dès qu'il se trouve une instance capable de contraindre ses membres et de les sanctionner. Il n'est pas à confondre avec l'État car il se manifeste également dans les sociétés sans État). Dans mes travaux, je prends depuis longtemps pour objet les interactions multiples entre les institutions et leurs représentants, d'une part, et la population, d'autre part. Les formes, les processus, les stratégies des dignitaires politiques pour conquérir le pouvoir, adoucir leur image publique ou asseoir leur légitimité d'hommes et de femmes politiques me requièrent tout particulièrement. Ce phénomène d'interactions multiples entre les dignitaires politiques et leurs potentiels électeurs relèvent de formes subtiles de médiation politique : « On peut le définir comme une dialectique entre les deux dimensions de notre expérience : la dimension singulière de notre expérience propre, et la dimension collective de l'existence » (Lamizet 1999, p. 113).

Il y a dans la médiation politique un vecteur de construction commune de sens et de représentations du réel. Le politique est la médiation par laquelle les hommes – et notamment les hommes politiques – s’approprient le réel pour en faire un élément de sens et de représentation. Les stratégies mobilisées par ces différents acteurs sont pour moi, donc, des plus signifiantes :

« L’existence des stratégies de représentations mises en œuvre par les acteurs de la sociabilité est aussi ancienne que les espaces publics dans lesquels ces stratégies s’inscrivent : en fait, c’est même sur ces stratégies que repose la consistance de l’espace public, dans sa dimension à la fois politique, symbolique et institutionnelle. » (Lamizet 1999, p. 263)

En effet, la médiation politique ne peut être considérée qu’au sein de l’espace public. Les différentes théorisations de la médiation nous engagent donc à considérer les relations entre individualités, représentations et sociabilités. Les médiations de cet ordre sont, selon Dominique Wolton, constitutives de l’exercice même de la démocratie :

« La communication politique nous apparaît donc exactement comme le contraire d’une dégradation de la politique, mais comme la condition du fonctionnement de notre espace public élargi. » (Wolton 1989, p. 31)

Cet espace public élargi, ce règne sans partage de la communication dans notre société éponyme témoigne, à n’en pas douter d’un bouleversement en profondeur des mentalités et d’une révolution copernicienne dans les outils, les pratiques et les techniques de communication, essentiellement dans la sphère politique. L’omniprésence de la politique politicienne dans notre société de l’image et de l’information est en grande partie rendue possible par les médias classiques et en ligne diffusant continûment de l’information plus ou moins avérée, d’une qualité souvent variable et inégale. Aujourd’hui l’exercice de la politique se fait sous l’œil attentif et pointilleux des médias à qui rien n’échappe et qui renvoient aux politiciens un miroir, sinon équivoque à la façon du titre de l’ouvrage éponyme de Louis Quéré¹, du moins sans complaisance. Il

1. Quéré, L. (1982). *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*. Aubier, Paris.

s'agit véritablement de révolutions médiologiques qui impactent directement le pouvoir politique :

« La téléprésence tend à confondre le symbole juridique et l'individu physique. Le Verbe et son incarnation. Un président de la République n'est pas un Français éminent qui habite en France mais un Français comme un autre que la France habite. » (Debray 1993, p. 23)

La médiasphère que Régis Debray appelle la vidéosphère (qui constitue la troisième ère de l'aventure médiologique après la logosphère, ère de la parole, et la graphosphère, ère de l'écriture et de l'imprimerie) a pour principale conséquence de transformer l'exercice politique en une vidéocratie (lorsque Georges Balandier parlait, lui, de théâtrocratie), une démocratie entièrement sous-tendue et nourrie par l'image qui joue la carte de la transparence au mépris de la transcendance :

« La vidéopolitique peut ainsi rêver devenir le prolongement non plus de la guerre mais du sport par d'autres moyens (faire un "bon score", "marquer un point"), comme il sied à la Cité électronique où la vie doit être sans gravité et le sérieux, sans conséquence. » (Debray 1993, p. 43)

Il y a dans la politique contemporaine un tel poids de l'écosystème médiatique que rien ne peut échapper à sa pulsion scopique. Tout est fait pour être vu, pour être mis en scène sous le regard attentif et plus ou moins bienveillant de la population du pays. La vidéosphère consacre et légitime les parcours et les trajectoires de potentiels hommes et femmes d'État :

« En vidéosphère, sous toute personne en vue, il y a un ministre potentiel. Aux yeux de l'État médiatisé, la réussite médiatique vaut pour certificat d'aptitude professionnelle, et comme le désir mimétique faisait le grand amour de 1880, le regard mimétique fait la grande carrière de 1980. » (Debray 1993, p. 60)

La politique, ces quinze dernières années, a accompli bien plus qu'une métamorphose copernicienne, elle a subi une révolution médiologique (concernant les médiations, et non pas les médias) de plein fouet. Elle a dû en tirer les conséquences et se reconfigurer pour continuer d'exister dans cette nouvelle

société de la communication hyperconnectée avec les médias *mainstream* (télévision, radio, presse écrite) et avec les réseaux socionumériques d'information et de communication. L'État séducteur, selon Régis Debray, est la nouvelle forme de l'intrication toujours plus étroite du politique et du médiatique, l'un et l'autre se nourrissant et se légitimant réciproquement. La situation est telle que, à notre époque :

« Qui n'a pas l'oreille des médias n'a pas l'oreille de l'État séducteur, et l'inverse. Ce cercle vertueux étouffe dans l'œuf toute dissonance. Ce qui n'est pas sur l'agenda médiatique n'intéresse pas, et ce qui y figure y arrive pré-contraint. Critère ultime de justice, l'opinion rend ses jugements sans appel. » (Debray 1993, p. 183)

Le politico-médiatique est une hydre à deux têtes qui tend à n'en faire qu'une et qui oriente, préfigure, configure et refigure le sort de bien des administrés et des citoyens. Le politique et la politique, sous l'œil complice des médias, font de nous bien souvent les éléments, sinon d'un marché de dupes, du moins d'un agencement narratif et discursif de la réalité.

Un dernier pan de mon travail de recherche est constitué par une interrogation – avec une focale anthropologique – portant sur le lien social, la socialité et les nouvelles formes de sociabilité mises en œuvre dans nos sociétés frappées à la fois par l'hyperconnexion et par les solitudes interactives. Le lien social, dans sa forme la plus traditionnelle, est informé et sous-tendu par la culture dans son acception la plus anthropologique : « toute culture peut être considérée comme un ensemble de systèmes symboliques [...] [visant] à exprimer certains aspects de la réalité physique et de la réalité sociale » (Lévi-Strauss 1950, p. XIX).

Le sociologue Serge Paugam – directeur d'études à l'EHESS et directeur de recherche au CNRS – définit l'homme comme un *homo-sociologicus*, c'est-à-dire :

« l'homme lié aux autres et à la société non seulement pour assurer sa protection face aux aléas de la vie, mais aussi pour satisfaire son besoin vital de reconnaissance, source de son identité et de son existence en tant qu'homme. La notion de lien social est aujourd'hui inséparable de la conscience que les sociétés ont

d'elles-mêmes et son usage courant peut être considéré comme l'expression d'une interrogation sur ce qui peut faire encore société dans un monde où la progression de l'individualisme apparaît comme inéluctable. » (Paugam 2012)

Dans le présent livre, le (lien) social apparaît à la faveur de travaux portant sur la culture, la communication politique et les rites politiques dans lesquels je m'inscris explicitement à la suite de ceux de Pascal Lardellier :

« Les rites sont des parenthèses sociales dramatisant et esthétisant les rapports. Ils célèbrent toujours une communauté en même temps que des valeurs. [...] Les rites sont des cailloux blancs semés sur les sentiers de la mémoire et du cœur. » (Lardellier 2013, p. 14-15)

Dans une conférence portant sur la cérémonie d'investiture du président de la République française, j'ai montré notamment qu'à travers ce rite politique républicain c'était toute l'architecture de la société et de la République françaises qui acquérait une nouvelle dimension symbolique et apparaissait en majesté. Le social et la politique se construisent en miroir et se renforcent et se légitiment l'un l'autre par le biais du dispositif rituel politique que les anthropologues Claude Rivière et Albert Piette définissent ainsi :

« l'attitude fondamentale verbale, gestuelle et posturale, par laquelle quelqu'un se reconnaît comme inférieur face à la manifestation d'une puissance et parce que, du côté de la puissance qui se manifeste, le rite est le moyen théâtral d'accréditer une supériorité et donc d'obtenir respect et honneur par l'étalage de symboles de domination, de richesse, de réalisations parfois imaginaires dont l'inférieur est frustré, et qui permet de contraindre sans violence réelle en créant l'aspiration à un état supérieur. » (Rivière et Piette 1990, p. 25)

Comme on le perçoit aisément, le social (embrassant aussi bien la socialité que la sociabilité) ne se pense, dans mon travail, qu'à la lueur de formes sensibles (gastronomie, dégustation de vin, troisième mi-temps, etc.) auxquelles Pierre Sansot en 1986 – dans le sillage duquel je m'inscris – a consacré de lumineuses analyses.

La vie sociale a ses règles, ses moments de cristallisation propre qui « se nourrissent implicitement de ce que nous nommons le sensible, c'est-à-dire une expérience du monde et des images qui naissent de lui et de sa mémoire vivante » (Sansot 1986, p. 7). C'est dans les expériences sensibles que se manifestent de la façon la plus évidente la socialité (mode particulier de vie en société) et la sociabilité (tendance à vivre en société). Sociabilité et socialité (visant à créer du lien social et des rapports sociaux), menus propos (*small talks*) et civilités du quotidien à la Goffman sont une part non négligeable de la « poétique de la vie sociale » (Sansot 1986) à laquelle je m'efforce de contribuer dans mes travaux de recherche où la communication, la politique et le social (à la fois socialité et sociabilité) rassemblent les facettes éparses d'une seule et même réalité indivisible.

En quête de formes sociocommunicationnelles

Même si nous n'en avons pas toujours parfaitement conscience, il n'en demeure pas moins que nous passons pourtant, durant notre existence, beaucoup de temps à nous soumettre à l'épreuve de formes différentes, à passer sous leurs fourches caudines à différents moments personnels et professionnels. Nous nous efforçons d'incarner ces formes, de les porter voire même de les performer, au gré non seulement des formes, mais aussi des cadres, des dispositifs ou des contextes. Ces concepts ou notions ne sont pas, à mon sens, exactement synonymes, mais en réalité plutôt connexes. La forme peut être tout aussi bien mentale, contextuelle, urbaine, architecturale, linguistique, sémiotique, en un mot donner un cadre signifiant et opérationnel (au sens goffmanien du terme) à la plupart des activités humaines.

Si l'on admet volontiers que la communication est par définition une activité sociale, « on pourrait considérer que la forme de la communication peut être définie comme un “fait social” » :

« [Le fait social] existe en dehors des acteurs éventuels. Il possède une structure objective qui s'exprime et que l'on peut étudier sous la forme d'un système de règles. Or, la forme impose son ordre propre. Comme le fait social, elle se repère à ce qu'elle exerce une contrainte mentale ou morale qui nous pousse à agir ou nous interdit d'agir d'une certaine façon. Elle est elle aussi un “bâton moral” de règlement des mœurs, en tout cas de l'expression. »
(Lardellier 2014, p. 16)

Ce livre sera consacré à la mise au jour des structures sous-jacentes de formes sociocommunicationnelles aux vertus heuristiques affirmées pour comprendre les racines anthropologiques de la chose politique, à la fois de la communication politique et plus largement de l'espace public (au sens de Jürgen Habermas bien évidemment) politique à la fois dans sa configuration classique mais en outre dans sa conformation plus actuelle, pleinement informée par les potentialités des technologies numériques de l'information et de la communication :

« S'intéresser aux formes communicationnelles [...] c'est répondre à l'invitation de Simmel, dont le projet de "sociologie formelle" expliquait "qu'il convient de mettre au jour les formes, qui en nombre restreint, régissent et organisent la vie sociale". Hypothèse reprise et étayée par Goffman pour qui la vie sociale, c'est en fait l'ensemble des interactions humaines. Or, celles-ci sont déterminées par des formes sociales. [...] Pour Simmel, l'objectif du sociologue, c'est *a contrario* de mettre au jour ces structures formelles des relations sociales, indépendamment des contenus. » (Lardellier 2014, p. 19)

Pour le sociologue allemand Georg Simmel, une forme sociale peut tout aussi bien ressortir à une communauté humaine, à une famille ou même à une nation. Chaque forme sociale unit les liens d'une communauté donnée en une forme stable, caractérisée par des traits culturels fiables qui sont liés entre eux de façon étroite, essentielle, comme les cellules vivantes à l'intérieur d'une créature vivante. C'est précisément ce qu'Émile Durkheim appelle la « solidarité organique » dans *De la division du travail social* (1893).

Ainsi que Pascal Lardellier l'écrit, il y a une vraie pertinence à concevoir le monde « comme une immense métonymie, c'est-à-dire un enchevêtrement de formes en abyme, structurantes et structurées, contenantes et contenues, causantes et causées, qui donnent naissance et sens, c'est-à-dire déjà une destination sociale, aux êtres et aux choses » (Lardellier 2014, p. 20). Dans cette première partie de l'ouvrage, je vais m'attacher à rendre perceptibles des « formes sociales et culturelles, dans lesquelles il faut entrer pour se voir transmettre des connaissances et une appartenance. Mais aussi [des] [...] formes techniques et technologiques, de même, qui [...] remodelent la société, en [...]

permettant au lien social de se réinventer incessamment, aux relations et plus largement au sens donné aux actions et aux choses de se produire et de se reproduire » (Lardellier 2014, p. 21). Dans le cadre de ce livre, je vais m’attacher principalement « à comprendre et décrire des “formes communicationnelles”, les formes et les cadres des échanges. [...] La “communication” ce sont les échanges de toute nature. Les “formes” des échanges : formats, supports, dispositifs, cadres temporels et architecturaux, rituels (donc ici “formes communicationnelles”) » (Delcambre 2016) possèdent de grandes qualités heuristiques pour l’analyse des phénomènes politiques, publics et institutionnels qui représentent mes objets et mes terrains habituels de recherche et d’investigation scientifique.

Ces phénomènes constituent en ce qui me concerne à la fois le cadre des interactions politiques que je me propose d’étudier selon une focale anthropologique et les cadres de l’expérience dont parlait en son temps le sociologue canadien Erving Goffman. Ce cadre interprétatif éclairant fonctionne aussi pleinement pour l’étude des environnements technologiques, des dispositifs numériques d’information et de communication :

« Le travail équipé combine des échanges, des actions avec des gens, des inscriptions sur une panoplie de supports disponibles dans l’environnement de travail et d’autres sur un équipement de type “ordinateur” lié à un système technique dédié ou non, mais fourni par les pouvoirs organisationnels. » (Delcambre 2016)

Le travail « équipé », c’est-à-dire le travail qui bénéficie des potentialités offertes par les outils numériques et notamment les réseaux sociaux s’étend à l’ensemble des activités humaines et des pratiques socioprofessionnelles et les champs (au sens bourdieusien du terme) de la communication politique et du journalisme classique, d’investigation, narratif ou en ligne ne dérogent pas à cette tendance sociétale de fond.

Dans le cadre de mon terrain de recherche privilégié, celui de la communication politique, les « rôles sociaux liés à des situations qui font la socialisation dans un groupe, je les considère comme une “expérience”, comme un des “cadres d’expérience”, un cadre qui peut – ou non – nourrir la réflexivité de celui qui agit en situation » (Delcambre 2016).

L'expérience des interactions dans le cadre de débats, de meetings politiques ou de campagnes électorales met au jour un *pattern* fort au sens anthropologique du terme, c'est-à-dire la dimension socialisante de l'action de vote. Le vote est un phénomène communicationnel, un processus interactionnel mais aussi un important levier de socialisation dans un écosystème politique.